

Communiqué de la Quatrième réunion ministérielle de suivi de la TICAD à Marrakech, Royaume du Maroc, les 5 et 6 mai 2012

Les ministres et délégations des pays africains et les co-organisateur de la TICAD, à savoir le gouvernement du Japon, les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondiale et la Commission de l'Union Africaine (CUA), de même que les représentants des autres pays parties, d'organisations internationales et régionales, du secteur privé, et des organisations de la société civile, se sont réunis à Marrakech, au Royaume du Maroc, les 5 et 6 mai 2012, à l'occasion de la Quatrième réunion ministérielle de suivi de la TICAD, pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama (PAY) adopté à la TICAD IV, et engager des discussions sur la TICAD V.

La réunion était co-présidée par S.E.M. Koichiro Gemba, Ministre des Affaires étrangères du Japon, et S.E. Dr. Saad Dine El Otmani, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc.

Les Participants se sont félicités de l'annonce faite par le Japon d'organiser la Cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD V) dans la ville de Yokohama du 1^{er} au 3 juin 2013, laquelle commémorera le 20^e anniversaire du processus de la TICAD. Ils ont exprimé leur ferme détermination à travailler étroitement ensemble pour assurer le succès de la TICAD V, en gardant à l'esprit la contribution du processus de la TICAD au développement africain depuis 1993.

Les Participants ont passé en revue l'état du développement de l'Afrique et ont eu des discussions approfondies sur les thèmes majeurs, le format et l'approche de la TICAD V. Les Participants ont convenu que, compte tenu du développement économique phénoménal récemment observé dans différentes parties du continent, la TICAD V renouvellera l'accent mis sur la stimulation de la croissance économique, tout en restant focalisée sur la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité dans les pays Africains. Les Participants ont partagé l'avis que la TICAD V sera une étape importante vers la réalisation d'une croissance plus inclusive et plus durable et la construction des sociétés résilientes sur le continent.

Les Participants ont convenu de tenir une Réunion d'experts de haut niveau en automne 2012 au Burkina Faso et une Réunion ministérielle préparatoire en Ethiopie au premier trimestre 2013 afin de poursuivre la préparation de la TICAD V.

Les Participants ont exprimé leur sincère gratitude au Gouvernement et au peuple du Royaume du Maroc pour leur chaleureuse hospitalité, le cadre de travail et les services mis à leur disposition pendant toute la durée de la réunion.

I. État de l'exécution du Plan d'Action de Yokohama (YAP)

1. Les Participants se sont félicités des progrès constants observés dans la mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama (YAP) durant l'année 2011. Ils ont en particulier salué les efforts déployés par le Gouvernement japonais à respecter fidèlement les engagements pris lors de la TICAD IV, en dépit des efforts à fournir pour la reconstruction après le Grand séisme de l'Est du Japon.

2. Les Participants ont convenu que le format des conclusions adoptées lors de la TICAD IV, consistant en la Déclaration de Yokohama, un PAY et un Mécanisme de suivi de la TICAD, ont constitué une plateforme effective, transparente et vérifiable pour la mise en oeuvre régulière des engagements pris à la TICAD IV. Ils ont souligné que le cadre actuel restera pertinent pour la TICAD V. À cet égard, ils ont aussi convenu de renforcer le processus consultatif parmi les parties. Ils ont en outre convenu d'inclure en tant que le besoin des mesures spécifiques, à prendre par les pays africains dans un nouveau Plan d'action à adopter à la TICAD V, afin de promouvoir une plus grande synergie entre les propres initiatives de développement de l'Afrique et le soutien fourni par un large éventail de partenaires au développement, y compris le secteur privé ainsi que les organisations de la société civile.

II. La croissance économique actuelle et les défis sous-jacents en Afrique

3. Les Participants ont examiné l'état actuel du développement en Afrique et apprécié la remarquable croissance économique que connaît actuellement le continent, notant avec satisfaction qu'en 2012 et 2013, l'économie africaine enregistrera une croissance moyenne annuelle estimée à plus de cinq pour cent.
4. Les Participants ont reconnu que des défis et des risques menacent cette évolution positive en Afrique, à savoir le ralentissement économique mondial causé par la crise de la dette dans la zone euro, une création d'emploi insuffisante et des disparités économiques croissantes. Les Participants ont souligné la nécessité de veiller à une croissance résiliente, inclusive et durable en support aux stratégies de développement de l'Afrique. Ils ont insisté sur le fait que l'aide au développement devrait contribuer à la création d'emplois, au développement des capacités et au transfert de technologie, y compris dans le domaine du développement industriel, et salué l'APD japonaise dans cette perspective.
5. Les Participants ont reconnu que l'expansion du commerce et des flux d'investissement, autant que les efforts pour une meilleure gestion macroéconomique affermissent la croissance économique actuelle en Afrique. Constatant que le volume des flux de capitaux privés en direction du continent excède de loin ceux de l'Aide Publique au Développement, ils ont souligné l'importance de créer un environnement dans lequel le secteur privé pourrait jouer un plus grand rôle en tant que moteur de croissance.
6. Les Participants ont reconnu, qu'une croissance économique durable en Afrique nécessite d'être renforcée par des efforts visant à l'amélioration des capacités du continent à accéder aux ressources et pour faire face aux contraintes de l'offre et de la valeur ajoutée à travers le développement de l'industrie et des capacités de production.
7. Les Participants se sont engagés à travailler en commun pour faire de l'Afrique une destination privilégiée d'investissement. Ils ont convenu que l'amélioration du climat des affaires demande une approche multi-facettes par toutes les parties prenantes, qui intègre le développement des infrastructures et la création d'un environnement politique plus propice aux affaires. Ils ont également reconnu que l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'Investissement a joué un rôle important dans le renforcement des capacités des pays africains pour la définition et la mise en oeuvre des réformes visant à l'amélioration du climat des affaires. Ils ont à cet égard, réaffirmé l'utilité du Cadre Politique d'investissement (CPI).

8. En terme de développement des infrastructures, les Participants ont reconnu l'importance des stratégies de développement des infrastructures en Afrique, y compris le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) et l'Initiative Présidentielle pour les Infrastructures (PICI). Ils ont mis un accent particulier sur le développement des réseaux routiers, ferroviaires et portuaires, ainsi que sur la production et la distribution d'énergie électrique, spécifiquement au moyen d'énergies renouvelables. Ils ont reconnu le besoin majeur d'investissement d'infrastructures en Afrique, estimé à 93 milliards de dollars par an, et ont souligné le besoin d'explorer les moyens de combler les déficits de financement. À cet égard, l'investissement privé doit être encouragé en plus des sources de financement public.
9. Dans ce contexte les Participants ont reconnu le besoin de promouvoir le développement des infrastructures à travers des partenariats Public-Privé (PPP). Ils ont exprimé leur intention d'intensifier les efforts pour la formulation des projets PPP bancables. A cet égard, les Participants se sont félicités du succès du séminaire sur l'investissement d'infrastructure Japon/Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) organisé à Tokyo en mars 2012 dans le but d'encourager l'investissement du secteur privé japonais dans le développement des infrastructures dans la région SADC. Les Participants ont encouragé l'organisation de tels séminaires pour d'autres Communautés économiques régionales (CERs).
10. Les Participants ont insisté sur l'importance capitale du secteur agricole pour le développement et la sécurité alimentaire de l'Afrique. Ils ont reconnu l'efficacité de l'appui global du Japon à travers l'APD bilatérale basée sur une approche de chaîne de valeur, qui vise à l'amélioration de la production et de la productivité, la réduction des pertes post-récolte, et l'amélioration des marchés et des systèmes commerciaux par le renforcement des capacités et le développement en infrastructures, entre autres. Ils ont aussi remis l'accent sur l'importance de renforcer la capacité d'offre alimentaire en se concentrant sur les plus vulnérables, tels que les petits exploitants agricoles et les femmes. Dans ce contexte, les Participants ont souligné l'importance du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et 3 initiatives d'ADI. Ils ont particulièrement apprécié les résultats obtenus dans le cadre de la Coalition pour le Développement du Riz Africain (CARD), dont l'objectif est de doubler la production rizicole en Afrique à l'horizon 2018. Ils ont également exprimé leur soutien continu à la promotion de la coopération triangulaire telle que PROSAVANNA, le partenariat triangulaire entre le Japon, le Brésil et le Mozambique, qui représente un bon partenariat.
11. Les Participants ont souligné l'importance d'une coopération trilatérale renforcée dans différents domaines et en particulier lorsque la coopération est formulée dans le cadre Japon/Afrique/Afrique. Ils se sont félicités de la coopération Sud/Sud avec leurs partenaires d'Asie comme moyen de renforcer le développement de l'Afrique.
12. Bien plus, les Participants ont mis l'accent sur la sécurité alimentaire, une question urgente qui nécessite des réponses aussi bien immédiates qu'à long terme. Ils ont réaffirmé que l'investissement privé dans l'agriculture, avec l'investissement public, joue un rôle déterminant pour la promotion du développement agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, les Participants ont reconnu l'importance des Principes d'investissement responsable dans l'agriculture (PRAI), qui harmonisent les avantages entre les pays bénéficiaires, les populations locales et les investisseurs. Les Participants ont également réaffirmé l'importance des efforts basés sur les Cinq principes de Rome visant à la sécurité alimentaire mondiale durable.

13. Les Participants ont accueilli avec satisfaction le rôle décisif joué par les Communautés économiques régionales (CERs) dans la promotion de l'Intégration régionale en matière de facilitation/libéralisation par le biais des Accords de libre Echange (ALE), les unions douanières, dans le cadre de la feuille de route et du plan d'action pour l'établissement rapide des Zones de libre échange sur le plan continental (ZLEC), l'accélération du commerce intra-africain avec l'accent sur le développement de Postes frontaliers uniques (OSBP) et le démantèlement des barrières commerciales. Ils ont reconnu que l'intégration économique régionale est une des clés pour promouvoir la croissance menée par le secteur privé, et ont exprimé leur intention d'appuyer encore les efforts des CERs. A cet égard, les Participants se sont félicités des efforts du Japon à renforcer la coopération avec les CERs à travers des moyens comme le Mémorandum sur la coopération Japon-SADC.
14. Les Participants se sont félicités des efforts du Japon à promouvoir le développement durable du tourisme et les échanges culturels et ont appelé à plus d'efforts dans ce sens.

III. Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique

15. Reconnaissant les progrès réalisés jusqu'ici, les Participants ont cependant noté que l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) continue d'être un défi majeur en Afrique, spécialement en ce qui concerne l'extrême pauvreté et la santé maternelle et infantile. Tous les efforts doivent être faits dans la période avant 2015 pour re-donner la priorité et mobiliser les ressources pour assurer que les OMD seront réalisés. Les Participants ont apprécié la contribution du Japon pour l'atteinte des OMD et se sont engagés à intensifier leurs efforts à l'horizon de 2015.
16. Les Participants ont souligné que la sagesse collective et les meilleures pratiques partagées à la Réunion de suivi sur les OMD tenue au Japon en juin 2011 ont été utiles pour à l'accélération de la mise en oeuvre des OMD en Afrique. Ils ont, en particulier, relevé l'importance du renforcement des efforts d'appropriation par l'Afrique par la réduction des goulots d'étranglement sur le terrain. Les Participants ont également reconnu un rôle et un intérêt accru du secteur privé pour le développement qui devrait être mobilisé de manière proactive, tout en notant le rôle principal que jouent les fonds publics.
17. Les Participants ont échangé des vues sur l'agenda de développement mondial au-delà de 2015. Ils ont souligné le besoin d'établir des principes directeurs d'ensemble pour la formulation de l'agenda post-2015 et ont reconnu que de tels principes devraient inclure la sécurité humaine, la croissance inclusive, la création d'emplois, la réduction des risques de catastrophe, l'égalité, la durabilité et l'appui mutuel. À cet égard, ils ont réaffirmé l'importance de partenariats internationaux pour le développement plus effectifs.
18. Les Participants ont exprimé leur intention de travailler ensemble à bâtir des sociétés résilientes en Afrique, soulignant l'importance de la réduction des risques de catastrophes. Ils ont pris note des politiques et des programmes existants à l'instar du Cadre d'Action de Hyogo, de la Stratégie Africaine et du programme d'action pour la réduction des risques naturels. Ils ont favorablement accueilli l'initiative du Japon de partager les leçons apprises en matière de catastrophes naturelles et pour placer la réduction des risques de catastrophes au coeur du développement et de la coopération internationale à la Conférence de haut niveau sur les catastrophes naturelles à grande échelle en juillet 2012 et à une conférence internationale sur la gestion des risques de catastrophe co-présidée par le Japon et la Banque Mondiale en octobre 2012, toutes conférences qui se tiendront dans la région de Tohoku.

19. Les Participants ont exprimé leur souhait que les conclusions de ces Conférences contribueront à l'établissement de l'après Cadre d'Action de Hyogo, et permettront la tenue de la Troisième Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Prévention des Catastrophes en 2015, que le Japon se propose d'accueillir.
20. Les Participants ont noté que les pays Africains ont besoin de capitaliser des savoirs faire scientifique et technologique dans le but d'accélérer la transformation socio-économique actuelle et d'atteindre un développement durable. À cet égard, les Participants exploreront les moyens de renforcer la coopération scientifique et technologique.

IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

21. Les Participants ont réaffirmé que la consolidation de la paix et la bonne gouvernance sont des conditions préalables au développement d'Afrique. Ils ont reconnu les progrès importants accomplis dans ce domaine ces dernières années sur le continent grâce aux efforts des pays africains, de la CUA et des CERs, à travers la construction de l'Architecture Africaine de la Paix et de la Sécurité ainsi que du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (APRM) et par différents moyens tels que le dialogue politique, la participation aux opérations de maintien de la paix, la promotion de la démocratie et davantage de développement.
22. Les Participants ont apprécié l'engagement actif de la communauté internationale dans ce domaine, à savoir l'assistance continue des pays donateurs, des organisations donatrices, des organisations de la société civile, les missions d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine, et les contributions financières et en personnel militaire et de police à ces opérations par les pays membres. Ils ont réaffirmé l'importance d'un appui continu aux efforts supplémentaires des pays africains vers la réalisation de la paix et de la stabilité, comprenant, entre autres, les programmes nationaux d'action sous l'égide de l'APRM, la reconstruction post-conflit, les efforts du développement et le Programme frontière de l'Union africaine (PFUA).
23. Les Participants ont apprécié le rôle constructif joué par les Nations Unies dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique, et ont mis l'accent sur l'importance d'une réforme rapide des organes des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, afin de mieux faire face aux exigences de l'environnement international au vingt-et-unième siècle.
24. Les Participants ont réitéré leur détermination à travailler ensemble pour éradiquer la piraterie maritime en Afrique et dans ce contexte, ont apprécié le rôle important joué par l'AMISOM. Ils ont aussi réaffirmé que le problème exige une approche à plusieurs niveaux aussi bien en mer et que sur terre. Ils ont souligné le besoin de renforcer l'application du droit maritime et des capacités juridiques des Etats côtiers et, d'appliquer une tolérance zéro à la piraterie maritime.
25. Les Participants se sont félicités de l'initiative du Japon de partager l'expérience de la lutte contre la piraterie en Asie avec les pays voisins de la Somalie, y compris l'expérience acquise au cours des activités de lutte contre la piraterie dans le cadre de l'Accord de coopération régional de la lutte contre la Piraterie et les Attaques à Main armée contre les Bateaux en Asie (ReCAAP). Ils ont aussi apprécié les efforts régionaux en Afrique pour lutter contre la menace des pirates, y compris le Code de Conduite de Djibouti et, appelé à plus de soutien international, y compris dans le cadre de la TICAD.

V. Changement climatique

26. Les Participants ont reconnu que le changement climatique est l'un des défis majeurs du développement en Afrique. A cet égard, les Participants se sont félicités des résultats de la COP17 et la CMP7 organisées fin 2011 à Durban, en Afrique du Sud, et ont convenu de soutenir la Plateforme de Durban pour la définition d'un Fonds Vert pour le Climat.
27. Ils ont reconnu les avantages potentiels que l'Afrique peut obtenir de la croissance verte, particulièrement dans le domaine des énergies renouvelables. A cet égard, ils ont pris note du rapport intermédiaire sur la formulation d'une « Stratégie de croissance verte pour l'Afrique - Vers une croissance à faible émission de carbone et le développement résilient aux changements climatiques ». Le document sera davantage développé avant l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendra au Japon en octobre 2012. Dans ce contexte, ils se sont engagés à renforcer la synergie avec les initiatives et les processus en cours en Afrique sous l'égide de l'UA, l'AMCEN, et de la BAD.
28. Les Participants ont accueilli avec satisfaction le rôle constructif du Japon dans la réponse à apporter aux changements climatiques en Afrique, à l'instar du Programme Africain d'Adaptation formulé et mis en œuvre par le PNUD. Ils se sont également félicités de la mise en œuvre régulière du financement accéléré du Japon sur le changement climatique, y compris le soutien à travers la Banque mondiale pour améliorer les capacités des pays en développement à absorber l'aide aux changements climatiques, et ils ont souligné l'importance de l'appui continu du Japon et de la communauté internationale au-delà de 2012.

(FIN)